

ANARCHO-SYNDICALISME ET POUVOIR

par

DANIEL COLSON

Sociologue, Université de Saint-Etienne

L'hypothèse que je voudrais explorer dans ce texte pourrait se formuler ainsi : l'anarcho-syndicalisme, comme forme historiquement et géographiquement située du mouvement ouvrier, et, peut-être, comme structuration particulière, définissable, du mouvement social, obéit à une logique d'existence que l'on peut qualifier de non-pouvoir ou d'anti-pouvoir. Non qu'il définisse, de façon miraculeuse, une île d'utopie. Comme tout espace social l'anarcho-syndicalisme est entièrement traversé par des rapports de pouvoir ; mais ceux-ci, par le mode général de relations dans lequel ils s'inscrivent ou qu'ils constituent, y revêtent une existence particulière, qui leur interdit toute distribution hiérarchique et, surtout, toute autonomisation dans des structures et des institutions propres à en concentrer et à en instrumentaliser les effets.

Pratiques et discours anarcho-syndicalistes

Retrouver ou trouver le sens d'une logique sociale rompant aussi radicalement avec la domination, représentation obligée, toujours reconduite, de la sociologie comme de l'ensemble des sciences dites « humaines », ne va pas de soi. Comment prétendre saisir une logique de « non-pouvoir » à partir d'une approche théorique dont on sait justement qu'elle tend, comme naturellement, à réintroduire dans l'objet étudié les rapports de pouvoir qui la fonde ? Même le génie antinomique d'un

Proudhon n'y suffirait peut-être pas, si l'histoire de l'anarcho-syndicalisme et plus précisément l'histoire des conditions d'apparition de la référence anarcho-syndicaliste ne fournissait elle-même une première clef permettant de comprendre la spécificité d'une logique sociale qui affleure toujours comme possible et qui s'est donné, dans certaines formations sociales et pendant des périodes plus ou moins longues, une existence autonome.

Contrairement à ce que l'on croit généralement le projet anarcho-syndicaliste, ou plutôt les discours formulant ce projet, ne sont que très rarement l'expression de ce qu'il est convenu d'appeler l'anarcho-syndicalisme. Le plus souvent nés à côté ou après les mouvements dont ils se réclament, véhiculés par des groupements restreints, ils ont un statut et un rapport à ce dont ils parlent, finalement très proches de ceux qui soutiennent le discours sociologique, « scientifique » ou plus simplement théorique. Dans tous les cas il s'agit bien d'un discours construit après coup ou à côté, lié à une pratique purement discursive, propre à des lieux n'existant que pour la production de discours. Cet écart entre le projet anarcho-syndicaliste et les mouvements pratiques auxquels il se réfère n'aurait sans doute qu'un faible intérêt s'il n'était lié à trois autres caractéristiques :

— la pauvreté discursive tout d'abord. S'il justifie en permanence l'existence de groupes militants se proposant de faire connaître et d'appliquer un programme, un projet et une doctrine, le discours anarcho-syndicaliste doit se contenter, soit d'en rester à cette déclaration d'intention, forcément très brève, soit de confier, tout aussi brièvement, à la pratique et à l'action le soin de dire ou de révéler la richesse d'un message et d'un projet à proprement parler indicible, ne relevant pas du discours ;

— l'échec ou la grande faiblesse des espaces militants mettant en œuvre ce discours. Renvoyant sans cesse à un ailleurs ou un avant prestigieux, les groupes militants anarcho-syndicalistes ont toujours été, dès leur naissance, complètement marginalisés dans l'ensemble du mouvement ouvrier ;

— l'entêtement à exister d'une référence qui n'est pas seulement supportée par les petits groupes militants explicitement construits autour d'elle, mais qui est partout présente dans l'espace militant ouvrier, y compris dans les organisations les plus fermement opposées à elles.

Malgré sa persistance, et en dépit de son statut « théorique », le discours anarcho-syndicaliste montre ainsi de bien faibles capacités à rendre compte des mouvements sociaux dont il se réclame, comme à donner corps au projet qu'il prétend mettre en œuvre. Mais n'indique-t-il pas ainsi, paradoxalement, de façon négative, par son impuissance même, par son échec à convaincre, à regrouper un nombre significatif ou stratégiquement déterminant de militants et d'organisations autour d'un programme, d'un projet, d'une doctrine, la logique propre aux mouvements dont il se veut la mémoire et le représentant ?

Qu'observe-t-on en effet ? D'un côté de vastes mouvements, rassemblant des fractions importantes des classes populaires dans des structures nombreuses et diverses, aux discours multiples et souvent contradictoires, sans véritable expression unitaire et cohérente, sans qu'ils rendent compte par eux-mêmes de ce qui les constitue, de cette unité si sensible aux regards des observateurs extérieurs ou ultérieurs. D'un autre côté, des petites structures marginales, entêtées à défendre — sans mots et sans idées — des mouvements disparus ou étrangers, n'ayant plus ou pas d'existence propre là où il en est question, sauf sous la forme de souvenirs et d'espoirs. D'un côté un mouvement qui n'a pas besoin de discours unitaire et cohérent ; de l'autre une situation qui semble l'exiger de toute nécessité. Dans le passage de cette absence à cette exigence résident peut-être, non pas seulement le passage historique entre deux formes du mouvement ouvrier, mais aussi le passage théorique entre deux modes, radicalement opposés, d'existence du mouvement social et politique.

**

Passage historique tout d'abord, en deux temps. La référence anarcho-syndicaliste, au sens qu'elle revêt encore actuellement (1), apparaît en France au début des années vingt, d'abord dans la bouche et sous la plume des militants communistes, puis, très vite, comme référence revendiquée par les

(1) Outre une carrière orale dont il est très difficile de reconstituer l'histoire, le terme « anarcho-syndicalisme » a aussi été utilisé quelques années plus tôt, en Russie, dans un tout autre contexte. Il sert alors aux anarchistes de ce pays attirés par le syndicalisme, à se démarquer des « anarcho-communistes ». Sur ce point cf. P. AVRICH, *Les anarchistes russes*, Paris, 1979, en particulier p. 91-93.

petits groupes syndicalistes anarchisants qui s'opposent vainement au nouveau parti. Dans cette naissance, interne au mouvement ouvrier français, apparaît sans doute le plus nettement le passage entre d'un côté un espace militant se passant de théorie, de l'autre un agencement où la théorie est essentielle, où l'impuissance à théoriser, à produire du discours théorique condamne à la marginalisation.

Par la suite les choses se compliquent un peu. Progressivement reprise par l'A.I.T., la squelettique internationale syndicale libertaire, la référence anarcho-syndicaliste vient, de l'extérieur, définir, au début des années trente, la fraction la plus importante du mouvement ouvrier espagnol. Je laisse à d'autres le soin d'analyser la place que va jouer alors cette référence dans la vie de la C.N.T. L'adéquation, apparente, entre un mouvement extrêmement complexe, très vite confronté aux conditions très particulières de la guerre civile, et une définition venue d'ailleurs, durera peu de toute façon. Avec l'échec de la révolution espagnole et la dictature franquiste, la C.N.T. perd pratiquement toute existence significative en Espagne et — sous le même intitulé — change radicalement de nature. L'anarcho-syndicalisme, comme référence unitaire et fondatrice, peut alors acquérir le statut qui va devenir le sien par la suite, dans des structures que l'exil réduit à une fonction purement discursive et commémorative.

*

**

Passage théorique enfin. Non pas seulement « passage à la théorie » comme indicateur historique d'une différence, mais distinction théorique entre deux logiques de déploiement social et institutionnel.

Il n'est pas indifférent que ce soit le mouvement communiste qui, à sa naissance, ait relancé sur le marché des mots le terme anarcho-syndicalisme. Sans doute trouve-t-il rapidement en face de lui, ou plutôt dans le champ clos qu'il contribue à définir, des groupes militants se réclamant eux-mêmes de l'anarcho-syndicalisme. Mais la lutte sera brève ; attiré ou obligé de se définir sur un terrain qui n'était pas le sien, l'anarcho-syndicalisme est très vite rejeté, sous sa forme idéologiquement organisée, aux marges du mouvement ouvrier sans cesser pour autant de hanter ses discours et ses représentations, sous une forme de plus en plus mythique, fantasmagorique.

Cette permanence dans le discours, depuis plus de soixante ans, d'un courant idéologique qui ne parvient pas à occuper de lui-même une place significative dans le champ militant ouvrier, qui n'existe que dans la bouche ou sous la plume d'autres structures généralement opposées à lui, parfois de façon radicale et déterminée, offre un grand intérêt car elle vient très directement recouper, d'une autre façon, ce que l'écart entre le discours anarcho-syndicaliste et les mouvements dont il se réclame montrait déjà. Elle en constitue la face inverse, positive cette fois. La logique propre au mouvement social dit anarcho-syndicaliste n'apparaît plus seulement dans son impuissance à donner corps à un discours théorique, capable de fonder l'existence de structures idéologiques occupant un vaste espace social ; elle apparaît, positivement cette fois, dans la nécessité où se trouvent les structures dominantes, construites à partir d'autres références, d'autres discours, de pourchasser sans cesse — en tentant de les épinglez idéologiquement — des attitudes, des comportements, des pratiques et des représentations qui ne relèvent pas du passé, qui ne se rattachent pas au passé, qui sont toujours présentes, toujours renaissantes, toujours à dénoncer et à exorciser.

Au risque de choquer les militants qui se réclament de l'anarcho-syndicalisme on pourrait dire que les organisations les plus opposées à lui sont sans doute celles qui permettent le mieux d'en saisir la logique, non dans ce qu'elles disent, mais dans le rapport qui les lie à ce dont elles parlent, dans l'écart qu'elles essaient en vain de combler par des mots.

Que désigne le terme anarcho-syndicalisme dans le discours des organisations qui dominent actuellement le mouvement ouvrier ? Sans développer une analyse détaillée on peut dire qu'il vise essentiellement trois niveaux de réalité :

— des attitudes et des comportements individuels, marqués justement par l'individualisme, l'indiscipline, le franc-parler, le refus de soumettre son appréciation spontanée et immédiate à l'analyse tactique et stratégique de l'organisation — parti ou syndicat — à laquelle on « appartient ». L'« anarcho-syndicalisme » désigne alors un « tempérament », une « nature » ;

— des attitudes et des pratiques collectives, dites « sauvages », marquées du sceau de la violence, non qu'elles soient forcément violentes, au sens de « sauvagerie », mais parce que imprévisibles, spontanées, immédiates, à l'état « brut ». Là encore on retrouve un mode de pensée empruntant largement

au biologique, au discours sur la « nature », sauvage, indomptée, pleine de vie mais exigeant justement impérativement sinon un long dressage, tout du moins une éducation constante, le souci permanent de l'organisation, seule capable de lier, mobiliser et contenir toutes ces énergies dans un projet réfléchi, à long terme, stratégique ;

— un « spectre » enfin, empruntant au passé, au mythe originaire d'un mouvement ouvrier « primitif », disparu mais potentiellement toujours là, prêt à ressurgir des entrailles d'une classe ouvrière sans cesse tentée de revenir à l'illuminisme barbare de ses origines (2).

L'intérêt de ce discours, produit par des organisations opposées à l'anarcho-syndicalisme, ne réside pas d'abord dans ce qu'il dit de son adversaire. Ou plutôt, s'il parle bien de lui, dans un sens qui peut aider à en saisir le caractère anti-autoritaire, c'est indirectement, *a contrario*, en indiquant ses propres contours, les limites et la logique d'existence des espaces qui le produisent.

Cette logique, on peut la désigner, avec Pierre Ansart (3), du terme de « stratégie idéologique ». Pour des raisons historiques complexes qu'il serait trop long de développer ici (4) des fractions militantes importantes, opposées de façon radicale à l'ordre des sociétés où elles s'inscrivent, ont donné naissance, en liaison institutionnelle et imaginaire avec la révolution russe, puis plus globalement avec le « camp socialiste », à des espaces militants spécifiques, socialement tout à fait réels, mais fondant leur réalité pratique, la réalité du champ institutionnel qu'ils constituent, dans l'imaginaire, dans le discours.

« Sanctuaires » (5) d'un type particulier, ces espaces militants se sont faits les gardiens vigilants des espérances révolutionnaires, du refus de l'ordre établi, mais au prix d'une identification totale de ces espérances et de ces refus avec l'institution chargée de les conserver. Du léninisme russe en exil, d'avant la révolution — petite structure professionnalisée,

(2) Cf. par exemple les textes de Gramsci sur le fordisme dans le cinquième cahier.

(3) Pierre ANSART, « Idéologie stratégique et stratégie idéologique », *Cah. Int. de Sociologie*, vol. LXIII, 1977.

(4) Cf., à paraître, D. COLSON, *Anarcho-syndicalisme et Communisme*, Saint-Etienne, 1920-1925.

(5) Sur cette notion cf. P. LUCAS, « Le travail gymnaste : rites mineurs du pays minier », *Cah. Int. de Sociologie*, vol. LXIV, 1978 ; « Complicité, Montceau-les-Mines », *Esprit*, n° 11-12, 1980 ; *La religion de la vie quotidienne*, Paris, 1981.

n'existant que par sa discipline et son extrême tension idéologique — à la bolchevisation des années vingt, en passant par la conquête du pouvoir d'Etat en Russie, le mouvement communiste constitue sans doute le meilleur modèle d'un mode d'existence politico-militant obéissant essentiellement à une logique de pouvoir. C'est ce que Pierre Ansart montre de façon suffisamment éclairante pour qu'on le cite un peu longuement :

« A l'opposé de l'utopie qui majorait les fins en ignorant les moyens, la stratégie idéologique se fait plus discrète sur le détail des finalités et tend à favoriser l'investissement sur les moyens de sa réalisation. Par un déplacement qui peut être gros de conséquences, l'instrument se pare des prestiges des objectifs dont l'idéologie avait assuré la légitimation (...). Le discours stratégique se propose de constituer un nouveau réseau de communication entre les agents, de participer à la mise en place d'une organisation essentiellement militante et efficace dans la poursuite des objectifs. Ainsi les valeurs de discipline et d'obéissance, qui n'avaient guère de sens au sein du mouvement initial de révolte, peuvent être invoquées dans la nouvelle organisation. Les termes de « confiance », « autorité », « dévouement », « contrôle » sont réactivés alors qu'ils faisaient partie de l'arsenal de l'idéologie conservatrice (...).

Lénine porte à l'extrême cette révision de l'idéologie révoltée en plaçant la violence du contrôle au cœur même de l'institution : alors que la révolte situait l'image de la mort dans le seul combat contre l'ennemi ou tendait à faire l'économie de la violence dans l'enthousiasme messianique, Lénine place la menace de mort au cœur de l'institution contre tous les membres qui s'en montreraient indignes » (6).

Structures de pouvoir construites autour du discours, sanctuaires consacrés à la célébration et à la conservation imaginaire et théorique d'espérances, de refus et de révoltes qui ne parviennent plus, ou mal, à se déployer en tant que tels, les organisations dominant actuellement le mouvement ouvrier, ou plutôt les structures idéologiques qui animent ces organisations en leur assurant cadres, militants, programmes et doctrines, n'existent pas seulement à travers les rites, les enjeux et les hiérarchies de leur fonctionnement interne. Si l'on peut parler à leur sujet de « stratégie » c'est aussi parce qu'elles s'inscrivent, avec leur appareillage idéologique, leurs concepts et leur mode de classement, dans le champ symbolique qui règle les divisions sociales, les multiples conflits, de classes, de sexes, d'âges, de groupes, etc. Le conflit constitue le véritable terrain

(6) Article cité, p. 235-236.

d'exercice des appareils idéologiques qui se sont autonomisés au sein du mouvement ouvrier. Sans cesse manipulés par la définition des protagonistes, insérés symboliquement dans des affrontements plus vastes, inscrits dans le temps stratégique des manœuvres à court et à long terme les conflits alimentent le champ de bataille où, affrontées à d'autres appareils, et à l'ensemble des réseaux de pouvoir propres à l'ordre social qu'elles combattent, les différentes organisations du mouvement ouvrier assurent leur reproduction.

*
**

Si l'on veut bien admettre que le terme « anarcho-syndicalisme » ne renvoie pas à une structure idéologico-stratégique, un appareil disposant d'un espace propre, manœuvrant aux côtés des autres sur le champ de bataille des affrontements sociaux, si l'on reconnaît dans cette notion le simple effet de classement d'un mode d'être politico-militant où le langage joue un rôle déterminant, à quelle logique sociale faut-il rattacher les réalités qu'il vise ? Cette logique est-elle une ? Les différents niveaux de réalité empirique qu'ils désignent ont-ils quelque chose en commun ?

Indiscipline, franc-parler, indépendance d'esprit, individualisme, souci de l'effet immédiat, etc. désignent une série d'attitudes sans doute les plus nettement opposées aux dispositions de discipline, d'esprit d'organisation, d'identification, de dévouement et de soumission qu'exigent les organisations de type idéologico-stratégique et, à travers elles, à la logique qui préside à leur fonctionnement. Mais ne caractérisent-elles pas, plus globalement, un ensemble de comportements et d'attitudes que se doivent de corriger un grand nombre d'autres institutions, de l'école à l'armée, sans oublier, et ce ne sont pas les moindres, tous les lieux de travail ?

Contrairement à ce qu'il pourrait paraître, cet élargissement ne dilue pas l'analyse que nous essayons de mener ici. Sous la forme de « sanctuaires » plus ou moins violemment opposés à l'ordre établi, la stratégie idéologique s'inscrit bien, comme le montre P. Ansart, dans une logique d'organisation et de fonctionnement propre à toutes les grandes institutions qu'elle dénonce et combat par ailleurs. Elle ne constitue finalement qu'une forme particulière de cette logique plus générale d'oppression et de domination que Michel de Certeau désigne,

lui aussi, du terme de « stratégie » (7). Comme les autres institutions qui règlent les nombreux canaux de la domination, comme l'école, l'armée, l'Église, les entreprises et les différents appareils d'État, les structures qui se sont imposées au sein du mouvement ouvrier disposent d'un « lieu », d'un « propre », d'un espace qui peut dominer le temps, où peuvent se capitaliser les avantages acquis, d'où l'on peut s'étendre vers l'extérieur, se replier quand tout va mal. Comme elles, les organisations dominant le mouvement ouvrier constituent un lieu de pouvoir, un lieu de manipulation des forces et des conflits, et, surtout, un lieu d'élaboration théorique. En effet la théorie, la construction de systèmes idéologiques vastes et cohérents, capables d'assurer la cohésion de l'espace contrôlé, de négocier en permanence les relations avec l'extérieur, de classer, découper, regrouper, hiérarchiser et mettre en forme les multiples conflits de la vie sociale, constitue la marque propre des espaces stratégiques qui ont assuré, jusqu'ici, l'ordre et la domination dans l'ensemble de la société.

Tactique et utopie

À leur tour, et par contraste ou opposition, les comportements et les attitudes individuelles qualifiées d'anarcho-syndicalistes peuvent perdre leur caractère de substrats naturels à humaniser ou à socialiser. À leur tour ils peuvent être rapportés à une logique sociale que de Certeau désigne du terme de « tactique », et qui se manifeste par un ensemble de pratiques, d'attitudes, de modes de penser, de manières d'être que l'on retrouve toujours du côté des opprimés, de tous ceux qui subissent, d'une façon ou d'une autre, les effets des espaces de domination. Art du faible, de celui qui ne parvient pas à s'identifier aux grandes machines sociales, la tactique se caractérise par l'absence de lieu à elle, d'un espace propre, par l'impossibilité où elle se trouve de stocker le moindre avantage, par l'action au coup par coup, par le mouvement (7 bis). La tactique agit toujours sur le terrain de l'autre, par braconnage ; elle profite des occasions, elle compte sur la chance, sur les

(7) Cf. principalement *L'invention du quotidien*, tome I, p. 82 et suiv.
(7 bis) Sur ce point cf. également Gilles DELEUZE et Félix GUATTARI, *Mille Plateaux, capitalisme et schizophrénie*, Paris, 1980, entre autres p. 46 sur la distinction entre meutes et masses et p. 152 sur la correspondance entre paranoïa/monomanie et classes dominantes/classes populaires.

failles du système qu'elle affronte. Ruse et art de la surprise, elle apparaît toujours dans les discours dominants sous la forme de l'« impertinence » au double sens du mot. Sans espace à elle la tactique est absence de pouvoir et surtout de représentations construites et conséquentes. Art du jeu de mots, de la répartie, elle vient sans cesse, à la façon des sophistes, trouer et interrompre les grands raisonnements, les grands développements. Au regard théorique de la stratégie, prétendant embrasser l'espace, et le temps à travers l'espace, parce que « voir c'est prévoir », la tactique oppose le mot d'esprit, l'art de faire des coups aux dépens des espaces qui s'imposent à elle, mais sans jamais parvenir à la maîtriser.

Cette logique de non-pouvoir, mais n'existant que dans l'espace du pouvoir, partout présente, mais sous une forme apparemment atomisée sans autre effet durable que sa scintillante répétition, n'est pas réductible à un jeu purement individuel. On la retrouve aussi à l'œuvre dans les attitudes et les pratiques collectives qualifiées d'anarcho-syndicalistes. Les grèves dites « sauvages », les émeutes soudaines et imprévisibles, les grands embrasements surgis on ne sait d'où, les mouvements de révoltes constituent eux aussi, de façon collective cette fois, des trouées, des interruptions dans le tissu du temps propre aux espaces du pouvoir. La violence, l'incendie des châteaux, des églises et des préfectures, la destruction des machines, le pillage et les assassinats peuvent, à des degrés divers, marquer ce mouvement de table rase, d'effacement de tout ce qui faisait la trame de la domination. Ils n'en sont que le signe le plus visible. La non-violence, la résistance passive, la grève soudaine, joyeuse et bon enfant, « respectueuse des biens et des personnes » peuvent produire les mêmes effets, rendre inopérants les mécanismes habituels de contrôle et de reproduction, modifier les relations les plus immédiates comme l'horizon des représentations sociales. Dans ces moments où « tout semble possible », parce que tout ce qui assurait l'ordre et la marche du monde semble arrêté, les grandes structures, celles de l'ordre établi, comme celles du mouvement ouvrier, peuvent perdre toute réalité et, l'« espace » d'un moment, s'évanouir dans une situation de non-pouvoir, inimaginable jusqu'alors, comme elle le sera par la suite.

On peut comprendre que cette logique de non-pouvoir, aux effets imprévus et imprévisibles, puisse, à la façon d'un spectre, hanter la nuit des appareils qui se sont imposés dans le mou-

vement ouvrier. Sans doute ceux-ci n'ont-ils pas lieu de craindre des attitudes individuelles qui, pour être permanentes et répandues, justifient aussi l'existence et le perfectionnement continu des moyens qu'ils se donnent pour se reproduire. Les brusques flambées de violence ou de dissidence collectives constituent par contre, dans leur capacité à suspendre l'existence même des organisations ouvrières, une menace plus perceptible. Simple remise en cause provisoire, finalement payante lorsque sporadiques et dispersées, elles ne font qu'alimenter et augmenter le capital revendicatif à négocier, elles peuvent devenir une véritable hantise lorsque, généralisées et provisoirement incontrôlables, elles semblent vouloir renouer avec un rêve patiemment refoulé sous les programmes, les calendriers, les analyses et les théories, lorsqu'elles renouent avec le lieu impre- nable de l'utopie.

En effet, comme le montre de Certeau la résistance des opprimés ne passe pas seulement par les pratiques de non-pouvoir que sont les savoir-faire tactiques. Elle s'inscrit également dans un mode de représentation du monde inatteignable parce qu'il est celui du rêve, du surnaturel et de l'utopie. Atomisée, réduite à la superstition, au culte de la chance, comme aux mille manipulations de la presse à sensation, des shows télévisés ou des discours politiques et religieux, cette capacité à rêver d'un autre monde reste entière, toujours là, à l'abri d'un langage apparemment réaliste, facilement fataliste, dont seul le cynisme parfois trop appuyé laisse deviner la charge de refus et de révolte.

Sans doute la focalisation de cette capacité de rêve et d'utopie, dans les grands mythes de la « révolution », du « grand soir », de la « grève générale » est-elle plus qu'incertaine. Elle peut tout aussi bien s'opérer en faveur de tout autre événement, guerrier, sportif ou religieux, de tout autre mouvement ou de tel ou tel personnage charismatique et providentiel, facilement épinglable idéologiquement. Elle n'en reste pas moins un souci permanent pour les cercles les plus militants des organisations ouvrières.

Gardiens du temple, ce sont eux les plus à même de pressentir le retournement toujours possible d'un discours patiemment capitalisé pour leur fonctionnement, articulé depuis longtemps déjà aux paradis extérieurs les plus capables de fonder leur pouvoir, mais toujours prêt à alimenter de nouveau les

dispositions permanentes à l'utopie des couches sociales opprimées.

Un lieu sans ailleurs ou un ailleurs sans lieu ?

En redonnant un sens social à ce qui ne semblait relever que du « biologique » et plus généralement de la « nature », limite de toute forme de socialisation, et en mettant en évidence le caractère de non-pouvoir de cette logique sociale, un auteur comme de Certeau aide sans doute à approcher l'objectif exposé au début de ce texte. Nous sommes pourtant loin du compte. Logique de non-pouvoir, l'anarcho-syndicalisme, ou plutôt ce que les structures fondées sur le pouvoir désignent de ce terme, ne perd-il pas toute possibilité d'être autre chose qu'un « lieu » sans espace, un ailleurs sans doute irréductible et imprenable mais parce qu'il n'existe que dans le rêve et à travers les failles du seul ordre possible : l'ordre du pouvoir, omni-présent, occupant nécessairement la totalité de l'espace social ?

Sans doute peut-on s'interroger. Cette logique de non-pouvoir doit-elle forcément correspondre aux seules tactiques individuelles, aux embrasements collectifs sans lendemains et à l'alternance intemporelle de la chance et du malheur, pensable sur le seul registre de l'utopie ? Ne peut-elle pas se déployer pour elle-même, durablement, dans un espace qui lui appartiendrait, aussi réduit ou dominé soit-il, mais témoignant ainsi d'une toujours possible extension à l'ensemble de la société ?

Comme le montrent des auteurs aussi différents, voire opposés, que Richard Hoggart (8) ou Michel Verret (9), la tactique, telle qu'elle est définie par de Certeau, n'agit pas seulement sur le terrain du pouvoir, dans les interstices d'un espace où elle n'aurait pour toute réalité que sa permanente et ponctuelle répétition. Vie au présent, « jouissance au jour le jour », ne se fiant qu'au « destin » et à la « chance » (10), sens de la répartition, goût pour les jeux de mots, les proverbes contradictoires, fermés à tout développement discursif mais qui clouent si bien le bec aux coupeurs de cheveux en quatre, aux donneurs de leçons et d'explications, ne caractérisent-ils pas les

(8) Richard HOGGART, *La culture du pauvre*, Paris, 1970.

(9) Michel VERRET, *L'ouvrier français, l'espace ouvrier*, Paris, 1979.

(10) HOGGART, *op. cit.*, p. 183 et suiv.

espaces populaires ? Impuissance imaginaire et matérielle à calculer en fonction de l'avenir, à définir une stratégie familiale ou de groupe, refus de toute différenciation, de toute singularisation, rabatement obligé des idées et des comportements sur une solidarité de groupe toujours prête à tuer dans l'œuf ou à rejeter au dehors ce qui pourrait y introduire une échelle distinctive et un début de hiérarchisation : autant de caractéristiques qui ne définissent pas seulement une maîtrise de l'instant ; qui, de la famille aux relations de voisinage, de travail, de langage, de modes vestimentaire, culinaire, musicale, etc., sont bel et bien constitutives d'un espace propre, celui des classes populaires, dont on peut justement, comme à plaisir, souligner, avec Bourdieu, l'autonomie, la pure adhérence à soi-même, l'opposition substantielle, quasiment ontologique, aux autres espaces sociaux, à ceux des grandes machines instituées comme à l'ensemble des autres classes (11).

« Principe de conformité » contre « principe de distinction » si l'on veut. A l'abri de leur amour pour le destin qui les accable et pour la nécessité qui commande le moindre détail de leur vie, les espaces populaires répéteraient inlassablement une logique de fonctionnement faite de dépossession et de non-pouvoir, sans autre espoir que le rêve intemporel et irréel d'un autre monde, mais qui, par leur épaisseur et leur substance même, s'opposeraient radicalement et durablement à l'ensemble des mécanismes sociaux qui dominent la société, à leur logique propre de pouvoir et de domination.

Il est vrai qu'en faisant exister, de façon permanente, de vastes espaces sociaux, les classes populaires ne garantissent en rien la possibilité, affirmée par le mouvement ouvrier, d'un déploiement idéologique et organisationnel capable de disputer l'hégémonie sociale. Parce qu'elles sont liées à la dépossession, à l'impossibilité consciente d'accéder aux avantages symboliques que procure la distinction, à l'exclusion radicale de tout ce qui contribue à assurer le développement et la reproduction de l'ordre social (sauf à en être le premier moteur immobile, le point de référence négatif, le repoussoir) les caractéristiques de non-pouvoir des espaces propres aux classes populaires ne condamnent-elles pas celles-ci à être perpétuellement dominées et, surtout, à voir sans cesse toutes les tentatives d'émancipa-

(11) Cf., entre autres, *La distinction, critique sociale du jugement*, Paris, 1979.

tion, et les organisations qu'elles se donnent pour jouer un rôle dans le jeu du contrôle social, se retourner contre elles et obéir, à leur tour, à la logique de pouvoir et de domination propre au liant de la distinction ?

Aux espérances intemporelles, hors de ce monde, ou cachées dans ce monde, d'un de Certeau, fondant la logique sociale propre aux opprimés dans un ailleurs sans lieu, répondraient ainsi les désespérances d'un Bourdieu, fondant cette logique dans un lieu sans ailleurs ; double réponse, ayant chacune pour effet d'introduire radicalement le doute dans toute possibilité d'un déploiement militant ouvrier fidèle aux logiques d'existence des classes populaires, échappant aux logiques de pouvoir ; double réponse que questionne à son tour — dans les termes mêmes qu'elles mettent en œuvre — ce que l'on peut savoir des agencements organisationnels et imaginaires ouvriers dits « anarcho-syndicalistes ».

Aux frontières des classes

Aussi distincte et spécifique que puisse être l'existence des classes populaires, elles ne manquent pas d'entrer en relation avec les autres classes comme avec l'ensemble des institutions chargées, à partir d'autres principes, d'assurer la reproduction, le développement et l'ordre de la société. Or ces relations ne sont pas seulement de l'ordre de l'exclusion et du renoncement mais aussi de la tentative permanente, aux frontières des classes, aux marges des espaces populaires, de franchir le cercle enchanté, de s'arracher à l'« insignifiance » et d'accéder au « sens », absurde et arbitraire mais si efficace, de la « distinction ». De l'armée à l'Eglise, en passant par l'école, puis par les différents appareils d'Etat, des voies de passage existent, d'abord très étroites et sélectives mais qui se sont progressivement élargies depuis l'apparition de la classe ouvrière. En s'identifiant à de vastes appareils, de plus en plus imbriqués avec les appareils d'Etat, le mouvement ouvrier constitue sans doute, à son tour, pour une fraction des classes populaires un moyen de « sortir de sa condition ». Ce rôle est plus récent qu'il peut paraître et ses effets, en nombre et en degré de réussite, restent à être évalués. A l'exception des possibilités, peu nombreuses, offertes par les appareils internationaux, en particulier par la Troisième Internationale et, derrière elle, par

l'Etat russe, les organisations ouvrières ont très longtemps été maintenues en lisière des autres classes comme de l'ensemble des grandes institutions chargées d'assurer la reproduction de l'ordre social.

Et pourtant, comme le montre Jacques Rancière (12), les milieux populaires n'ont pas cessé, dès la première moitié du XIX^e siècle, de sécréter, à leurs marges, des franges d'ouvriers fascinés par les « passions bourgeoises », sans cesse attirés, comme des papillons de nuit, par les mille feux de la distinction bourgeoise. « Les premiers militants ouvriers ont commencé par se prendre pour des poètes ou des chevaliers, des prêtres ou des dandies » (13). Ils n'ont guère cessé par la suite, avant, tout du moins, que le modèle « prolétarien », celui du « prolétariat » d'Etat, gardien des « arts et traditions populaires », ne vienne suppléer l'affaiblissement des affrontements de classe. Au paradoxe d'une « dignité ouvrière » s'affirmant dans les canons « bourgeois », d'un « séparatisme ouvrier » nourri de poèmes, de romans, de musique, de mode vestimentaire, de manières de parler et d'écrire, doublement « empruntés » aux classes et aux institutions dominantes (14), d'une « émancipation ouvrière » ne se représentant l'avenir que sous la forme d'une « civilisation bourgeoise sans exploiters, une chevalerie sans seigneurs, une maîtrise sans maîtres ni serviteurs » (15), bref, au « petit bourgeois » typique que fut l'ouvrier ouvrieriste Proudhon, correspond une différenciation de classes suffisamment radicale pour donner naissance à ce monstre sociologique que constituent les espaces militants ouvriers. Effervescence distinctive, Antée moderne, sans cesse repoussés vers la conformité qu'ils refusent, mais tirant de ce double rejet le désir toujours renouvelé d'affronter l'ordre social, les milieux militants ouvriers, avec leurs anarchistes à lavallières, leurs « chevaliers du travail », leurs petits bourgeois tirés à quatre épingles, leurs règlements minutieux et tatillons, leurs « caveaux poétiques », leurs jurys d'honneur, leurs « minorités agissantes » et le mépris si souvent affirmés des orateurs ouvriers pour la « masse » venue les écouter, trouvent alors, au temps de leur splendeur, la possibilité d'exister comme

(12) En particulier dans *La nuit des prolétaires*, Archives du rêve ouvrier, Paris, 1981.

(13) J. RANCIÈRE, *Le philosophe et ses pauvres*, Paris, 1983.

(14) Sur ce point cf. D. COLSON, « Anarchisme et mouvement ouvrier français », *I.R.L.*, n° 25, février 1979.

(15) J. RANCIÈRE, *La nuit des prolétaires*, op. cit., p. 60.

agencement imaginaire et organisationnel spécifique, en rupture avec toutes les autres logiques sociales.

Avides de « dignité », de « reconnaissance sociale » et de « considérations distinguées », dans un monde dominé par la distinction mais qui, magiquement, se refuse à eux en les utilisant pour se distinguer lui-même, les militants ouvriers peuvent entretenir leur colère sur le terrain de cette reconnaissance qui leur échappe, de cette dignité qu'on leur refuse. « Exclus » du banquet symbolique ils ne sont pas pour autant prisonniers des codes de l'exclusion. Intermédiaires et transfuges doublement écorchés vifs ils peuvent aussi nourrir leur colère à l'extérieur du cercle enchanté qui les blesse. En effet, par la position qu'ils occupent ils sont à même de percevoir l'ambiguïté du conformisme ouvrier, signe visible et caché de la relativité du sens propre au champ de la distinction. A leurs yeux de parias la forme peut prendre un sens et la quantité devenir qualité ; de là leur colère et leur violence, les invectives qu'ils lancent à leurs « frères de misère », leurs appels répétés pour qu'ils sortent du sommeil et de l'ignorance, pour qu'ils deviennent ce qu'ils sont : les barbares innombrables d'un monde qui, non content de les exploiter, fonde sa dignité dans leur indignité, mais qu'ils peuvent, parce que barbares, et comme les cosaques de Cœurderoy (16), toujours menacer et détruire.

L'invective n'est pas pour autant le seul mode d'échanges entre les classes populaires et les militants ouvriers. Ceux-ci ne passent pas leur temps, nouveaux prophètes d'Israël, à crier dans le désert. Conformisme ouvrier, incompétence populaire à « parvenir », manque d'intérêt réaliste pour les discours construits, le langage contraint et les bonnes manières, ne se contentent pas de prendre sens — comme point d'appui négatif — dans le jeu de la distinction. Parce qu'ils définissent aussi, et avant cela, un ensemble de pratiques nécessaires à la reproduction de la vie des milieux populaires, ils sont toujours prêts, à travers les multiples affrontements qui naissent inévitablement d'une vie précaire, à prendre une autre signification, à se transformer en contre-valeurs positives, à devenir solidarité active, « parler libre » et « refus de parvenir » (17).

(16) Ernest CŒURDEROY, *Hourrah!!! ou la révolution par les cosaques*, Londres, 1854, accessible dans *Pour la révolution*, Paris, 1972.

(17) Sur le rôle de cette formule dans le syndicalisme révolutionnaire français cf. l'ensemble des écrits de Pierre MONATTE.

Dans le système d'échanges entre militants et milieux populaires, qui passent longtemps par les grandes cérémonies et les fêtes collectives des meetings, les militants sont aussi des « porte-parole », les tribuns enflammés de la solidarité ouvrière, du langage de la « Justice » et, par dessus la grisaille quotidienne, du rêve propre aux classes populaires. Celles-ci ne vibrent pas seulement au son des trompettes et des violons, des transfigurations musicales de leur vie de tous les jours, elles savent aussi se reconnaître dans le discours enflammé de la justice et de la lutte, du rappel dramatique des martyrs et des combats passés dont les militants ouvriers se sont faits la mémoire et les témoins (18).

Signes de contradictions, porte-parole et grands impréca-teurs, déclassés et révoltés, les militants et le milieu où ils inscrivent leur vie et leurs activités immédiates ne se situent pas aux seules marges des classes populaires, dans le no man's land des rapports de classes. Les fêtes et les meetings, comme les grèves et les manifestations, ne sont qu'un des aspects, important et spectaculaire, des relations entre militants et classes populaires. « Famille prolétarienne », « classe ouvrière organisée », « fractions ouvrières organisées », le « mouvement ouvrier » constitue un espace propre, distinct des milieux populaires, même s'il tisse avec eux de nombreux liens. Des structures syndicales assurant des tâches de défense et de négociation immédiates, aux groupements anarchistes et socialistes, déployant leurs rêves de dignité et de vie autre sur la scène prestigieuse (et trompeuse) de la politique ou (plus réaliste) de l'utopie, en passant par les bourses du travail avec ses spectacles, ses nombreux et divers services, les amicales laïques et les coopératives, les organisations ouvrières définissent un vaste ensemble social prétendant, en même temps, recouvrir et réorganiser peu à peu la totalité des espaces ouvriers, et concurrencer, avant de les absorber ou de les détruire, la totalité des autres institutions sociales ; ceci sur la base de valeurs et de règles de fonctionnement affirmées comme radicalement autres.

L'échec historique de ce projet et le double phénomène : 1) d'absorption des structures militantes ouvrières dans les instruments d'intégration du système social général ; 2) de

(18) Sur cet aspect de la relation entre milieux populaires et militants cf. Y. LÉQUIN, *Les ouvriers de la région lyonnaise, 1848-1914*, Lyon, 1977, deux volumes.

repli militant sur des sanctuaires obéissant à une logique stratégique, articulés à des espaces imaginaires et institutionnels entièrement construits sur une logique de pouvoir, suffisent à introduire le doute sur la réalité passée de ses prétentions, au moment où pour ses adversaires comme pour ceux qui s'en réclamaient, elles apparaissaient comme réalistes et évidentes. Même alors, et malgré un enracinement indiscutable dans la vie, les valeurs, les manières de voir et de sentir des classes populaires, le mouvement ouvrier a-t-il été réellement en harmonie avec elles, sauf de façon sporadique, dispersée et ponctuelle ? Production mixte et contradictoire, du côté de la classe ouvrière mais au contact de celle-ci avec le reste de la société, ne lui a-t-il pas fallu très vite, dès sa naissance et aussi poreuse que soit la frontière le mettant en relation avec les milieux populaires, compter sur ses propres forces ? Ne lui a-t-il pas fallu très vite produire ses propres raisons d'espérer, ses propres enjeux et intérêts, pour résister dans les périodes de replis et d'abattement, lorsque même les invectives ne trouvaient plus d'oreilles pour être entendues, pour faire face aussi — de l'autre côté pourrait-on dire, s'il n'était pas en partie le même — aux pressions des autres classes et, surtout, des grandes institutions de régulation sociale, répressives le plus souvent, mais dissolvantes aussi, et aussi inventives que l'induisaient le développement de la classe ouvrière et les métamorphoses de ses modes d'inscription dans le tissu social et politique (19) ?

En d'autres termes, et dans le cadre des repères théoriques utilisés dans ce texte, en quoi l'espace spécifique, défini par ce que l'on appelle le mouvement ouvrier, peut-il prétendre : 1) ne pas constituer un espace « stratégique », mettant en œuvre une logique de pouvoir ; 2) être fidèle, sous une forme offensive et distincte, aux attitudes tactiques, au parler libre, au sens de la solidarité, au refus de toute hiérarchisation distinctive et aux aspirations utopistes des classes populaires ?

(19) De l'euphorie œcuménique de 1848, au succès populaire du Front du même nom et de la résistance victorieuse, en passant par les bonnes dispositions du pouvoir impérial, le « boulangisme », les syndicats jaunes, le millérandisme et l'action de l'Église, l'exemple français mériterait à lui tout seul un grand nombre d'études pour mettre à jour les tentatives toujours reprises et en partie couronnées de succès pour intégrer la classe ouvrière.

La spécificité des espaces militants ouvriers

« Contradictions », « confusion », « incohérence », « palinodies », les termes plus ou moins péjoratifs ne manquent pas, sous la plume des historiens (20), pour caractériser les pratiques et les discours des militants ouvriers jusqu'à l'entre-deux guerres environ, jusqu'au moment où l'arrivée d'intellectuels d'origine bourgeoise dans les appareils ouvriers et, surtout, l'articulation d'une partie de ces derniers avec les appareils de l'État russe et de la Troisième Internationale viennent, avec plus ou moins de bonheur, mettre un peu d'ordre, de cohérence et de justifications construites dans les discours et les pratiques des militants ouvriers.

Secrétaire de syndicat défendant des positions violemment anti-électorales sur le terrain de l'action revendicative et membre, par ailleurs et au même moment, de comités républicains ou radicaux socialistes. Militants socialistes ou communistes actifs, proclamant la supériorité du syndicat sur le parti. Passage incessant, dans les deux sens, des groupements socialistes aux groupements anarchistes, à une époque, la fin du XIX^e siècle où « l'habitude s'était prise d'aller avec n'importe qui et n'importe où » (21). Anarchistes écrivant dans la presse guesdiste (22). Communistes participant à un journal d'inspiration libertaire (23). Groupes anarchistes dénonçant le syndicalisme et fournissant régulièrement des cadres syndicaux qui, au terme de leur mandat, reviennent dans leurs groupements d'origine pour attaquer de nouveau le « fonctionnarisme » syndical. Militants venant acclamer les appels à la révolte de Louise Michel, pour appeler à leur tour le lendemain à voter pour les candidats « républicains ». On pourrait multiplier les exemples, les situations les plus surprenantes, comme en 1888, lorsque les « possibilistes » décident de tenir leur congrès à Troyes et qu'ils en confient l'organisation à leur groupe local. Celui-ci, minoritaire dans la ville, se fait déborder par les syndicats locaux qui vont se charger d'organiser un congrès « socialiste » où les possibilistes seront absents mais qui verra

(20) Cf. principalement Y. LEQUIN déjà cité et aussi Michelle PERROT, *Les ouvriers en grève*, Paris, 1973, deux volumes.

(21) LEQUIN, *op. cit.*, tome II, p. 299.

(22) Cf. Claude WILLARD, *Le mouvement socialiste en France 1893-1905*, Les Guesdistes, Paris, 1965.

(23) *Le syndicaliste révolutionnaire*, n° 1, déc. 1921 ; il paraît jusqu'au premier semestre 1922.

de nombreux dirigeants guesdistes voter, comme tout le monde, une motion préconisant la grève générale combattue et dénoncée avec violence par ailleurs par leur organisation (24).

Parler, comme le font les historiens, de « fluidité des hommes et des idées » (25), d'« indifférence à l'égard des corps doctrinaux et des organisations trop rigides » (26), d'« éclectisme politique » (27), permet de mettre en évidence l'absence ou le refus, dans les espaces militants d'alors, de structures unifiées autonomes et totalitaires, construites autour d'une discipline, d'une hiérarchie et, surtout, d'un discours propre assurant leur identité et une reproduction durable. Autonomie quasi totale des groupements de base par rapport à leurs homologues nationaux, quand ils existent, échanges permanents de militants, ouverture alternée, successive ou simultanée à tous les thèmes et positions existant dans les espaces ouvriers pendant une période donnée, méfiance « instinctive » face à toute formulation doctrinale trop construire, résistance « sourde » et « tenace » des militants à l'« incarnation du socialisme en parti (...) comme s'ils craignaient d'être pris à quelque piège » (28), traduisent bien, sous une forme descriptive, la grande porosité des milieux militants aux espaces ouvriers, leur attachement pratique à une appartenance de classe à la fois unitaire et contradictoire dans ses prises de positions, qui « fonde son action moins sur la réflexion doctrinale que sur les réflexes d'une sensibilité collective écartelée entre l'intégration de chaque jour et l'espérance révolutionnaire » (29), pour qui « la formulation doctrinale est un leurre » et « l'unité fortement ressentie par tous comme une nécessité correspondant à un fort sentiment de classe qui transcende toutes les constructions théoriques » (30).

Cette inscription du mouvement ouvrier dans la classe ouvrière — bien réelle et déterminante pour la forme qu'il revêt — ne doit pas masquer cependant sa spécificité, la logique propre aux espaces qu'il constitue. Contrairement aux images que véhiculent des termes comme « éclectisme », « indiffé-

(24) Robert BRÉCY, *La grève générale en France*, Paris, 1969.

(25) PERROT, *op. cit.*, tome II, p. 440.

(26) LEQUIN, tome II, p. 238.

(27) *Ibid.*, p. 294 et 235.

(28) PERROT, p. 635-639.

(29) LEQUIN, p. 280.

(30) *Ibid.*, p. 301.

rence », « fluidité », « rassemblement lâche », la « famille prolétarienne » d'alors n'a rien d'œcuménique, de fusionnel ou de convivial. L'absence de références doctrinales précises, comme de structures identifiables sur une période un peu longue, n'empêchent pas les milieux militants d'exister à travers des affrontements permanents et d'autant plus violents qu'ils opposent tout le monde à tout le monde sans que l'on puisse, sauf à travers des coupes très courtes dans le temps, dire qui défend quoi, contre qui et pourquoi. La définition que donne de lui-même le mouvement ouvrier d'alors lorsqu'il se présente comme « famille prolétarienne » est assez juste, si l'on considère qu'il s'agit d'une grande famille, unitaire par définition et dont l'unité autorise les querelles fraternelles les plus violentes, les plus diverses, aux combinaisons suffisamment multiples, obscures et complexes pour confirmer en retour cette unité en empêchant tout clivage durable, toute constitution de camps permanents qui pourraient la rompre ou la remettre en cause. Il ne faut pourtant pas se laisser prendre au piège des analogies, les espaces militants ne sont pas une « famille » mais un espace organisé dont les conflits, au delà de leur émiettement et de leur incohérence apparente, renvoient à une logique de reproduction spécifique, tout aussi contraignante et dénuée d'arbitraire qu'une autre. L'analyse des chassés-croisés, des volte-face, des doubles ou triples langages, des attitudes faisant la balance avec modération entre des positions apparemment inconciliables, ou passant avec violence, et alternativement, des unes aux autres, pourrait sans doute montrer, de façon plus précise que ne le permet ce texte, comment, à travers les différents espaces où se déploie le mouvement ouvrier, à travers les structures dont il dispose à un moment donné, avec leur passé, leur recrutement et leur insertion sociale particulière, à travers les drapeaux sans véritable contenu discursif que sont les oppositions entre minorité-masse, éducation-action, révolution-réforme, unité-scission, économique-politique, électoralisme-action directe, naturel-artificiel, etc., le mouvement ouvrier ne fait que maintenir et reproduire son unité, son identité et sa prétention à parler au nom de l'ensemble d'une société régénérée, autre. En termes proudhoniens on pourrait dire que les antagonismes et les antinomies mises en œuvre par le mouvement ouvrier ont d'abord pour raisons d'être, au delà des raisons qui poussent individus et groupes à adopter telle ou telle position, d'assurer son équilibre, le

caractère pluraliste de son unité et, ce faisant, de continuer à être une alternative à l'ordre social existant.

Cette existence d'un espace militant, « institutionnel », distinct des grandes activités qu'impose l'ordre social en général, mais s'opposant avec efficacité à tout monopole, à tout développement « idéomaniac » d'appareils mettant en œuvre une logique stratégique, ne tient pas au miracle ou au hasard, mais à ses caractéristiques internes comme au mode d'articulation qui l'unit aux classes populaires.

La diversité des éléments qui le composent, tout d'abord

Parce qu'ils accèdent à la culture, à l'univers de la distinction à travers une démarche autodidacte, en dehors des institutions chargées d'en inculquer les règles, les militants ouvriers multiplient à l'infini, sinon le nombre des positions et des intérêts idéologiques possibles, tout du moins leurs argumentations et leurs justifications discursives. D'où la diversité et l'extrême instabilité des groupements et des regroupements derrière tels ou tels sigles, tel ou tel leader, d'où l'échec de toute tentative d'unification idéologique, de tout développement d'une orthodoxie capable de fixer les groupes, de les articuler et de leur donner permanence et développement, d'où l'extrême foisonnement des arguments de détails, des prises de positions immédiates qui n'en finissent pas de s'alimenter, à la fois au pillage de la culture et des discours officiels et, à la fois, à l'« anarchie » idéologique propre aux milieux militants.

A cette exubérance idéologique qui s'oppose au développement de toute église, de toute institution disposant du discours « vrai », correspond une autre diversité sans doute plus déterminante encore : celle de l'action et de l'organisation corporative. Aussi petit soit-il et pour peu qu'il parvienne à jouer un rôle d'une façon ou d'une autre dans la négociation des conditions et des rapports de travail, le syndicat constitue, même avec vingt ou trente adhérents, un microcosme exigeant en permanence la combinaison d'un grand nombre d'éléments différents et très souvent antagonistes, un espace social se suffisant à lui-même, ou plutôt trouvant en lui-même, dans l'instabilité constante de l'équilibre qui lui permet d'exister, l'énergie et la justification à être. Fondement de l'extraordinaire autonomie du mouvement ouvrier d'alors et de son inscription dans les espaces populaires, le syndicat est aussi un

lieu irremplaçable pour l'acquisition de ce savoir « pratique », de ce « sens » des contradictions et de la multiplicité nécessaire dont parle Proudhon (31) qui donne aux militants les dispositions intellectuelles correspondant à la logique générale des espaces où ils agissent, et cette « intelligence » particulière qui font d'eux des proudhoniens, le sachant parfois, mais le plus souvent sans le savoir.

En rassemblant plusieurs syndicats, aux conditions d'existence aussi différentes que peuvent l'être l'union d'ouvriers cordonniers, disséminés dans de minuscules entreprises, l'union d'ouvriers du bâtiment, d'abord organisés dans leur spécialité (cimentiers, maçons, fumistes, menuisiers, etc.) puis dans un syndicat général, l'union des mineurs aux effectifs nombreux et relativement peu différenciés, l'union des typographes aux nombreuses catégories prétendant chacune au bien-fondé et à la justice de ses prérogatives et de ses privilèges, l'union d'ouvriers concentrés dans une ou deux grosses entreprises, comme les verreries, les manufactures d'armes ou les chemins de fer, ou dispersés dans un grand nombre de petites entreprises comme les ébénistes, les garçons de café, les tonneliers, le syndicalisme n'unifie pas seulement une grande variété de situations de travail, d'organisations, de niveaux de rémunération, d'ancienneté du métier, de nombre d'adhérents, mais aussi de manière d'être, de sentir, de percevoir et de penser, propres à chaque métier, à chaque secteur industriel, à chaque lieu d'implantation (s'agit-il d'une petite ou d'une grande ville ? Au passé industriel ancien ou récent... ?), à chaque niveau d'instruction, de qualification...

« Arbre vivant », « expression naturelle du mouvement ouvrier », « organisme naturel de la lutte des classes et, par anticipation, organisme de gestion de la société future » (32), le syndicalisme occupe une place centrale dans le mouvement ouvrier ; doublement, par la complexité, la diversité et l'étendue des relations qu'il entretient avec l'ensemble de la classe ouvrière dont il semble être le produit naturel et spontané,

(31) En particulier dans *De la création de l'ordre dans l'humanité ou Principes d'organisation politique*, Rivière, 1927, p. 192 : « Découvrir une série, c'est apercevoir l'unité dans la multiplicité, la synthèse dans la division ; ce n'est pas créer l'ordre en vertu d'une prédisposition ou préformation de l'entendement ; c'est se mettre en sa présence, et, par l'éveil de l'intelligence, en recevoir l'image. »

(32) Nous reprenons ici les expressions employées par les militants syndicalistes au lendemain de la Première Guerre mondiale.

mais aussi par la complexité, la richesse défiant toute prétention à en saisir les mille facettes, les mille relations, d'un espace organisé qui se déploie pour lui-même, comme défi permanent à l'ensemble de l'ordre social.

Parler libre et tactique

Parce qu'ils sont, en quelque sorte, le fruit d'une « reprise individuelle », qu'ils échappent aux institutions chargées d'en définir et d'en apprendre les règles d'usage, les savoirs autodidactes des militants ouvriers d'alors peuvent bien produire des hiérarchies nombreuses et incessantes, toujours capables de susciter la soif de nouveaux savoirs, ils ne parviennent pas à les fixer, à définir un champ susceptible de réguler les droits à la parole, les formes qu'elle devrait revêtir et le contenu des discours tenus.

A l'exception du cadre impressionnant, mais peu fréquent des congrès, les espaces militants ouvriers se caractérisent par une très grande liberté de parole où chacun peut accuser l'autre de dire tout et n'importe quoi. Ce « parler libre », art du « coup de gueule », de la balle au bond, des digressions et des interruptions sans fin, ne tient pas seulement à l'anarchie de l'acquisition des savoirs savants et au goût populaire pour les discussions interminables. Il tient aussi aux caractéristiques d'un espace social dont la richesse et la complexité sont si grandes qu'elles découragent et récusent tout discours qui voudrait en rendre compte et, *a fortiori*, qui aurait la prétention absurde d'en être le fondement ou la raison d'être. Parce qu'il met en œuvre un sens pratique qui récuse toute langue de bois, inutile et suspecte, le fonctionnement des espaces militants autorise, à la façon des « ornements » musicaux du XVII^e siècle, toutes les expressions verbales, les envolées lyriques comme les remarques les plus triviales, que seuls régulent les rappels à l'« ordre » du « jour ».

Cette liberté de parole n'est pas seulement esthétique ; elle n'est pas seulement le signe d'une transcription possible des paroles populaires dans l'agencement militant, mais aussi de l'importance que peuvent y occuper les intérêts tactiques et immédiats. Parce qu'il s'impose de lui-même, qu'il n'exige ni redondance théorique ni, surtout, de fondement et de contrainte discursifs, l'agencement militant autorise l'expression des mille intérêts immédiats qui font la vie de tous les

jours des classes populaires et, ainsi, de façon plus surprenante, de l'espace spécifique du mouvement ouvrier. Contrairement à ce que l'on pourrait croire les militants ne se déterminent jamais, dans les innombrables conflits qui font la trame de leur mouvement, en fonction d'intérêts à long terme comme devraient non seulement le permettre mais l'exiger les espaces où ils agissent.

Leurs prises de position sont toujours immédiates, sans aucun plan, sans aucun souci d'alliance, sans aucune visée stratégique. Les conflits militants, comme l'ensemble de la vie ouvrière, sont vécus au jour le jour, de façon individuelle ou individualisée, dans des rapports de forces changeants et imprévus, pouvant faire appel à une panoplie imposante de raisons totalement hétéroclites, pour les besoins d'une cause immédiate qui ne sera plus la même le lendemain, où l'on usera de justifications inverses ou d'un autre ordre, dans une configuration conflictuelle complètement renouvelée.

Cette diversité et cet enchevêtrement des niveaux de réalité pris en compte, comme l'émiettement et l'extrême discontinuité des conflits et des prises de position, ne sont pas seulement l'effet périphérique, persistant, d'un espace organisé embryonnaire, n'ayant pas encore maîtrisé ses propres règles de fonctionnement. Ils tiennent à la spécificité même du champ militant d'alors, non comme effets secondaires mais comme conditions de son existence. Parce qu'il vit de la diversité et de la complexité de son implantation dans les classes populaires, comme de la multiplicité des champs de réalité qu'il prétend prendre en compte, le mouvement ouvrier ne peut que reconnaître et enregistrer comme signe de ce qui le constitue l'extrême diversité des préoccupations, des manières d'être et des discours qui affleurent à la surface de ses instances dirigeantes. Par leur incapacité à se fixer dans le jeu des oppositions construites qu'assurerait un discours cohérent et univoque, les prises de position et les conflits militants interdisent aux instances dirigeantes d'être la surface d'enregistrement où viendrait s'ordonner et se transcrire la complexité pratique et imaginaire des espaces militants. Dans l'oscillation entre le consensus sans discours et les conflits saturés de paroles celles-ci peuvent laisser à l'ensemble des espaces ouvriers organisés le soin de réguler leur développement à travers le jeu complexe des forces qui les font vivre.

Utopies et discours unitaires

L'absence de discours totalisant prétendant unifier l'ensemble des espaces militants en les articulant de façon stratégique, l'importance pour les militants du sens de la diversité, des contradictions nécessaires, leur confiance dans l'autorégulation et l'autodéveloppement d'un processus organique échappant, par sa complexité, au discours, ne signifient pas pour autant absence de théorie, absence de représentations collectives prétendant dire le sens et les objectifs du mouvement ouvrier.

Des représentations et des discours unitaires existent, programmatiques ou « théoriques ». Mais tous ont pour caractéristiques de ne jamais s'auto-suffire, de ne jamais tirer d'eux-mêmes leur efficacité, de renvoyer sans cesse au mouvement pratique de l'action et de l'auto-organisation ouvrière dont ils veulent être la formulation et, au delà d'elles, des aspirations et de la réalité des classes populaires.

Formulations théoriques tout d'abord. Lorsqu'à travers le « syndicalisme révolutionnaire » une tentative de formulation, très proudhonienne, de soixante ans d'histoire et d'expérience du mouvement ouvrier se fait jour au début du siècle, d'abord en France, puis, par diffusion, vers l'ensemble des pays industrialisés ou en voie d'industrialisation, et plus particulièrement vers le sud de l'Europe, celle-ci se réduit à quelques positions de principe :

— le primat de l'action, qui coupe court à toute prétention excessive de la théorie ;

— la nécessité pour les opprimés de maintenir leur autonomie en refusant tous les liens qui pourraient les enchaîner à d'autres classes, que ce soit par le nationalisme, la religion, l'école ou la politique ;

— la nécessité d'une auto-organisation construite autour du syndicalisme.

Ces formulations ne manquent pas de s'appuyer sur les théoriciens du socialisme qui, comme Proudhon ou Bakounine, ont le plus contribué à en donner une justification construite et développée mais seulement comme miroir ou écho prestigieux à un « déjà là » n'ayant besoin que de voir son visage et d'entendre le son de sa voix pour être à même de remplir la mission qui lui est dévolue, de répondre aux possibilités qui

sont les siennes. Cette correspondance, cette affinité entre les militants ouvriers, produits et animateurs d'un mouvement situé géographiquement et historiquement et les théoriciens anarchistes, qui est elle-même le produit d'une longue histoire, d'un long passé d'échanges, d'une part ne passe pas par une lecture systématique de type scolaire mais par un processus capillaire beaucoup plus diffus, mettant en jeu de nombreux relais, d'autre part ne se réduit pas à un simple rapport théorique, abstrait, mais met en jeu une série d'aspirations affectives et imaginaires qui plongent directement dans les dispositions aux rêves et dans les représentations propres aux classes populaires.

Bakounine et Proudhon, comme Varlin, James Guillaume, Elisée Reclus ou Kropotkine, sont d'abord connus ou abordés à travers l'histoire de leur vie, à travers leur caractère, leur attitude face aux événements heureux et malheureux, leur fidélité indéfectible à la cause des opprimés, leur mort héroïque, dramatique ou paisible. « Grandes figures révolutionnaires » faites de modestie et d'absence de bassesse, c'est à travers l'épaisseur de leur être, de la complexité concrète du réseau de relations humaines et sociales qui a tissé leur vie, qu'est appréhendé le message dont ils sont porteurs. Des livres comme *Autour d'une vie* de Pierre Kropotkine ou les quatre tomes de *L'Internationale* de James Guillaume, pleins des détails et des anecdotes qu'autorise leur genre historique et autobiographique, ont sans doute contribué le plus à véhiculer une pensée révolutionnaire prétendant justement donner sens à tous les aspects de la vie, et, à travers eux, aux aspirations des classes populaires à une vie autre, à la transfiguration et au retournement de celle qui leur est faite.

Et le théoricien, parfois si abstrait, qu'est Proudhon n'aurait certainement rien eu à redire, théoriquement parlant, à la *Vie Ouvrière* affirmant en 1913 qu'il n'a pas cessé de vivre dans le cœur des militants et que « sa pensée aux contradictions multiples aujourd'hui encore agit, avec la loi du monde, au milieu de nos pensées » (33).

Formulation programmatique enfin. Avec l'autonomie du syndicalisme vis-à-vis des partis politiques et plus généralement du jeu politique la « grève générale », « insurrectionnelle et

(33) Albert THIERRY, « La jeunesse de Proudhon », *La Vie Ouvrière*, n° 89-90, 5-20 juin 1913.

révolutionnaire », a constitué un des axes théoriques essentiels du mouvement ouvrier dit anarcho-syndicaliste ; un thème dont il peut sembler bien difficile tout d'abord de nier le caractère doublement « stratégique », d'une part dans l'objectif qu'il assigne à l'ensemble des forces ouvrières, d'autre part dans l'arme qu'il a représenté pour éliminer ou combattre les courants « politiques » s'efforçant de faire prévaloir la conquête du pouvoir d'Etat par les élections.

La « grève générale » constitue pourtant un des signes les plus explicites, et du caractère non stratégique du mouvement ouvrier qui en a fait son drapeau, et de la reprise par ce mouvement d'aspirations propres à l'ensemble des classes populaires, de leur capacité de rêve et d'utopie devenue, le temps de quelques décennies, une espérance concrète, un possible proche. Comme le remarquent les historiens, la « grève générale » est d'abord une « composante théorique jaillie spontanément de la pratique » (34), une représentation mythique venue « d'en bas, des profondeurs d'une psychologie collective » dont il est certes, « bien difficile d'appréhender les courants » (35), mais qui, sous son intitulé de « grand soir » exprime une aspiration aussi ancienne que l'oppression, celle du grand chambardement, du renversement radical de l'ordre social. Que les rêves apparemment les plus fous, les plus « irréels » des classes populaires aient pu devenir ainsi le drapeau et le programme du mouvement ouvrier organisé suffit à indiquer et l'originalité de la relation que peuvent entretenir les fractions ouvrières organisées avec les milieux populaires et le caractère « non stratégique » d'un espace militant capable de faire siennes de telles aspirations.

Car, « grève générale » ou « grand soir », il s'agit bien d'une « utopie » au sens de de Certeau ; non pas un objectif à long terme, au contenu vague et incertain, qui imposerait dès maintenant et durablement une série de procédures organisationnelles et idéologiques extrêmement précises et contraignantes, mais, au contraire, un objectif immédiat et précis, un événement considérable que l'on croit toucher du doigt, si radical qu'il justifie tous les rêves possibles mais sans que ceux-ci ne parviennent jamais à embrayer sur la moindre mesure organisationnelle concrète, comme si, acte stratégiquement impen-

(34) LEOUTIN, p. 297-298.

(35) FERROT, p. 449.

sable dans sa radicalité, il défiait, par excès, toute imagination.

Cette absence d'effets stratégiques du thème de la grève générale et son enracinement apparemment spontané dans la « psychologie » des classes populaires ne doivent pas pour autant faire croire à une simple cristallisation mythique des aspirations ouvrières. « Grand soir » et « grève générale » ne sont pas synonymes. A la coupure brutale du premier, à sa radicalité apocalyptique, à son caractère très évidemment rêvé, la « grève générale » oppose ou apporte toute la durée et surtout la réalité d'un mouvement organisé donnant corps au rêve et offrant de lui-même, de façon évidente, les modalités de sa réalisation. La grève générale n'est pas seulement un saut dans le vide, le passage magique à un autre monde, face inverse et rêvée de celui-ci. Parce qu'elle s'enracine dans des espaces divers et contradictoires, en particulier à travers le développement de milliers de syndicats, forgés dans la lutte de tous les jours, unifiant toutes les diversités individuelles et collectives possibles, adaptés à tous les aspects de la vie sociale et économique, capables de l'arrêter et donc de la faire redémarrer, la grève générale apparaît comme un simple passage, la reconnaissance et la prise des droits d'un monde déjà là, manifestant dès maintenant ses prétentions par la richesse, l'étendue et la complexité des relations qui le constituent.

En effet, moment vécu de façon plus ou moins proche, la grève générale n'exige aucune préparation. Ses conditions de possibilités, pratiques et imaginaires, résident tout entières dans le développement préalable des actions et des structures du mouvement ouvrier, dans leur autonomie atomisée comme dans leur coordination à travers luttes et solidarités, dans l'expérimentation permanente des tensions et harmonies nécessaires à un espace qui est né d'un peu partout et qui prétend devenir tout.

En déchiffrant le sens de son identité dans une existence pratique qui tire sa force et ses ambitions de son inaccessibilité à toute définition, de sa capacité théorique à unir réforme et révolution, masses et minorités, action et éducation, unité et division, économie et politique, long et court terme, l'espace militant ouvrier n'a nul besoin de se donner un projet idéologique de type stratégique, d'où il devrait tirer des raisons d'exister. Objectifs et programmes peuvent être l'expression et le sens ultime et général d'une réalité déjà là, déjà faite ou en train de se faire.